

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 26 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CORBET

6 rue principale La Poterie
TILLIERES
49450 SEVREMOINE

Références : 2022-227_INSP_RAP_SB_CORBET TC - Gesté et Tillière
Code AIOT : 0006305788

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2022 dans l'établissement CORBET implanté 6 rue principale La Poterie TILLIERES 49450 SEVREMOINE. L'inspection a été annoncée le 21/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORBET
- 6 rue principale La Poterie TILLIERES 49450 SEVREMOINE
- Code AIOT : 0006305788
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Il s'agit d'une exploitation répartie sur 3 petits sites distincts de très petites carrières d'argiles autorisées pour 30

ans depuis 2014. Ces sites sont implantés sur les communes de Sèvremoine (Tillières) aux lieux-dits « La Poterie » et « Les Fontenelles » et Beaupréau-en-Mauges (Gesté) au lieu-dit « Le Semis du Plessis ». Les carrières alimentent une briqueterie artisanale. La surface totale d'extraction de ces carrières est d'au plus de 4,4 ha pour une production maximale autorisée de 3 500 t/an. L'extraction effective qui est bien en deçà de celle autorisée. Elle est réalisée par campagnes de l'ordre d'un jour par an entre septembre et janvier et peut satisfaire aux besoins de plusieurs années de la briqueterie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions générales d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.2.1	/	Sans objet
5	Epaisseur et profondeur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.4.3.2	/	Sans objet
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.4.6	/	Sans objet
10	Conformité au dossier de demande d'autorisation et modifications	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 1.3 et 1.6.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.1.1	/	Sans objet
3	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.3.1	/	Sans objet
4	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.3.2	/	Sans objet
6	Faune Flore	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.4.3.5	/	Sans objet
8	Conditions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.4.10	/	Sans objet
9	Déchets	Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 3.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation porte sur de toutes petites carrières et l'activité a été plus réduite que prévue. Le phasage d'exploitation prévu (plus conséquent) n'est pas respecté et le plan de l'exploitation n'est pas satisfaisant. Il convient que l'exploitant porte à la connaissance du préfet les modifications des conditions d'exploitation apportées et mette à jour son plan (de façon proportionnée, compte tenu du dimensionnement des activités et du faible enjeu environnemental qui en découle).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.1.1
Thème(s) : Autre, Affichage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation sur chacun des sites, de mettre en place sur chacune des voies d'accès aux chantiers des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none">• son identité ;• la référence de l'autorisation ;• l'objet des travaux ;• l'adresse de la mairie où l'arrêté préfectoral d'autorisation et le plan de remise en état du site peuvent être consultés.
Constats : La présence de panneaux (affiche plastifiée format A4) comportant les indications prévues a été constatée à l'entrée de chacun des sites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.2.1
Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il n'y a pas de stockage de matériaux sur les sites. Les haies et taillis périphériques sont maintenus. Une haie constituée d'essences locales est plantée en limite Sud-Ouest de la parcelle A518 du site de « La Poterie » dès l'automne suivant la notification du présent arrêté.
Constats : Il n'a pas été constaté de stockage d'argiles sur les sites. Le stockage d'argiles de la briqueterie est présent à proximité immédiate de cette dernière, près du site d'extraction de la Poterie. Les haies et taillis périphériques sont maintenus, hormis au niveau du passage d'accès à l'extraction du site du Semis du Plessis.. Une haie existante est présente au nord de la limite Sud-Ouest de la parcelle A518 du site de « La Poterie » toutefois la présence d'une haie constituée d'essences locales plantée au sud de la limite Sud-Ouest de la parcelle A518 du site de « La Poterie » n'a pas été constatée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Interdiction d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les accès des exploitations sont interdits au public. Durant les heures d'activité, les accès aux sites sont contrôlés. En dehors des heures ouvrées et de la présence du personnel, ces accès sont matériellement interdits. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation des sites avant le terme de l'exploitation. L'accès à l'exploitation est interdit au public.
Constats : Une chaîne est présente au niveau de l'accès nord de l'exploitation de la Porterie. Le reste du site est adjacent avec la briqueterie. Au niveau des 2 autres sites un merlon est présent au niveau des accès pour en interdire l'accès au public ainsi qu'un panneautage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Distances limites et zones de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations à créer sont tenus à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise, avec un minimum de 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation des excavations futures, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. En complément, pour favoriser le maintien et le développement de la biodiversité, cette distance est portée à : <ul style="list-style-type: none">• 15 m au Sud-Est du site de « La Poterie » ;• 15 m au Nord-Est du site « des Fontenelles » ;• 40 m au Nord-Est du site du « Semis du Plessis ». Ces bandes ne doivent faire l'objet d'aucune exploitation future et les boisements présents sont conservés. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : Les bords des excavations créées sont tenus à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants n'est pas compromise d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'extraire. Le maintien des distances complémentaires pour le développement de la biodiversité est également respecté pour chacun des sites. L'exploitation du gisement est limitée en profondeur, elle ne compromet pas la stabilité des terrains voisins des emprises autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Epaisseur et profondeur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.4.3.2
Thème(s) : Autre, Epaisseur et profondeur d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La profondeur maximale d'extraction est d'environ 3,50 mètres avec une cote limite de fond d'excavation à 94 m NGF pour les sites de « La Poterie » et « Les Fontenelles » et 95,50 m NGF pour le site du « Semis du Plessis ».</p> <p>Les éléments justifiant du respect des dispositions précédentes sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : La profondeur maximale d'extraction de gisement estimée in-situ semble correspondre à l'autorisation d'exploiter ce qui induirait un respect des cotes de fond d'excavation.</p> <p>L'exploitant a communiqué un plan d'exploitation qui localise les extractions au fil des années. Ce plan ne permet toutefois pas de connaître les cotes de fond des fouilles et les emplacements indiqués apparaissent erronés au regard des constats faits sur le terrain (à titre d'exemple non exhaustif, on voit notamment sur le plan, qu'aux Fontenelles l'extraction serait au sud-ouest de la parcelle A593 de Tillières alors qu'elle est plutôt le long de la limite est, nord-est).</p>
<p>Observations : Selon le site du géoportail.gouv.fr, les terrains naturels seraient à environ 100 mNGF aux Fontenelles ainsi qu'au Semis du Plessis et à 98 mNGF à la Poterie, ce qui laisse supposer du respect des cotes des fonds des fouilles.</p> <p>L'exploitant doit toutefois le confirmer et fournir un plan actualisé correspond à la situation effective in-stu.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Faune Flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.4.3.5
Thème(s) : Autre, Faune Flore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les délaissés prévus à l'article 2.3.2 sont conservés.</p> <p>Les fosses d'excavation sont conservées sans aucun comblement pour multiplier les surfaces favorables aux amphibiens. Les fonds ne doivent pas être aplanis et présentent une surface non-homogène, bosselée pour favoriser les petites zones en eaux. Quelques buttes de tailles et hauteurs variables demeurant émergées en période hivernale sont maintenues en place.</p> <p>Les terres végétales issues du décapage ne sont pas réutilisées sur les surfaces argileuses en fond d'excavation mais régaliées uniquement sur les secteurs ayant fait l'objet d'un comblement antérieur à l'autorisation. Les surplus sont évacués hors des sites.</p> <p>Le régalage de terre végétale est limité à son minimum pour limiter la prolifération d'espèces ubiquistes et la banalisation de la végétation.</p> <p>Des souches issues du déboisement sont entreposées en périphérie des fosses sur la bande non exploitée afin de procurer des gîtes notamment pour le triton palmé.</p> <p>Les plantes invasives et, ou rudérales (ronces, etc.) sont détruites.</p> <p>Les haies périphériques présentes sont conservées.</p>
<p>Constats : Les délaissés prévus à l'article 2.3.2 sont conservés et les fosses d'excavation sont conservées comme prescrit.</p> <p>Les terres végétales issues du décapage ne sont pas réutilisées. Les surplus sont évacués hors des sites.</p>

Il n'a pas été observé de souches sur le site ni de plantes particulièrement invasives et excepté l'accès, les haies périphériques présentes ont été conservées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.4.6
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur les sites. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ; • les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux des terrains naturels avant exploitation, les niveaux d'exploitation définis en cote NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille ; • la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ; <p>Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones en cours d'exploitation ; • les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué ; • les zones exploitées en cours de réaménagement ; • les futures zones à exploiter ; • la localisation de l'accès et des pistes.
Constats : Comme indiqué au point de contrôle n°5, le plan ne satisfait pas aux dispositions de l'arrêté.
Observations : Le plan doit être mis à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conditions de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 2.4.10
Thème(s) : Autre, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément au plan de remise en état annexé au présent arrêté. La remise en état de chacun des sites consiste à la réalisation d'aménagements destinés à favoriser et à développer le maintien de la biodiversité. Elle comporte notamment les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• l'ensemble des terrains est nettoyé et, d'une manière générale, toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site sont supprimées ;• les fronts de taille résiduels présentent des pentes douces argileuses n'excédant pas 30° ;• la surface des berges est accrue par la création de digitations pour éviter les rives rectilignes ;• le fond des fosses présente une surface non homogène, bosselée, favorisant la création de petites zones en eau et de surfaces exondées ;• des buttes de tailles et hauteurs variables demeurant émergées en période hivernale sont maintenues en place ;• pendant l'exploitation, les plantes invasives et, ou rudérales (ronces, etc ...) sont détruites dans des conditions adaptées ;• une rampe d'accès est conservée et maintenue en bon état sur chaque site ;• les protections périphériques restent en place et sont entretenues.
Constats : Vu les conditions de remise en état prescrites, l'exploitant remet en partie le site en état, au fur et à mesure de l'exploitation. Il n'y a pas de structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site et les fonds des fosses présentent une surface non homogène, bosselée, favorisant la création de petites zones en eau et de surfaces exondées. Des buttes de tailles et hauteurs variables sont maintenues en place. Les rampes d'accès sont conservées sur chaque site et les protections périphériques (merlons) restent en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 3.4.1
Thème(s) : Autre, Apports extérieurs de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'apport de déchets et de matériaux inertes est interdit sur les sites.
Constats : Aucun apport de déchets et de matériaux inertes n'a été constaté sur les sites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Conformité au dossier de demande d'autorisation et modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2014, article 1.3 et 1.6.1
Thème(s) : Autre, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande d'autorisation complété, sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.</p> <p>En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact, aux plans de chaque phase, au plan de remise en état et aux plans de phasage annexés au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande et les compléments fournis en cours d'instruction en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Tout projet de modification apporté par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet pourra exiger la constitution de garanties complémentaires avant tout début de mise à exécution du projet modifié.</p>
Constats : L'inspection a montré des évolutions des conditions d'exploitation par rapport à ce qui était envisagé et prévu dans la demande d'autorisation d'exploiter. <p>En particulier, l'exploitation a été plus limitée que prévu, le phasage d'exploitation n'est pas respecté, plus particulièrement au site du Semis du Plessis et en outre la haie prévue (cf. page 65 du document n°5 du dossier) n'a pas été plantée.</p>
Observations : L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les modifications apportées dans les conditions prévues à l'article R.181-46 du Code de l'environnement afin de solliciter leur régularisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet